

Paris, le 8 septembre 2026

PISA – DES DIFFICULTÉS ET DES INÉGALITÉS SCOLAIRES TOUJOURS PLUS GRANDES

Ce mardi 8 septembre, les premiers résultats de l'enquête Pisa 2025 ont été publiés. Si les résultats dans ce type de comparaisons internationales ne peuvent être l'unique boussole des politiques éducatives, ils permettent de révéler une augmentation des difficultés scolaires des élèves en France et un creusement des inégalités. Pour SUD éducation, la première cause de ces mauvais résultats, c'est un manque d'investissement dans le service public d'éducation depuis de nombreuses années et une démultiplication des réformes réalisées sans l'expertise des personnels.

Les résultats montrent que le niveau général des élèves en France baisse depuis une dizaine d'années. Ce résultat s'accompagne également d'une augmentation du nombre d'élèves en difficulté. Les élèves des milieux les plus défavorisés sont les plus en difficulté. Les résultats de l'enquête 2025 nous apprennent à nouveau que la France a un des taux de disparité en fonction de l'origine sociale les plus importants de toute l'OCDE. À titre d'exemple, en France, les élèves les plus favorisé·es obtiennent en moyenne 535 points à leur évaluation en sciences, soit plus de 100 points de plus que les élèves les plus défavorisé·es qui obtiennent 422 points. De plus, les enquêtes Pisa ont souvent souligné le poids du racisme structurel de l'école en mettant en lumière le fait que les inégalités sociales sont jumelées aux origines des élèves. Le système scolaire français est marqué par de profondes injustices et accompagne la reproduction sociale. Pour finir, les résultats 2025 de l'enquête Pisa montrent des inégalités de genre importantes dans le système scolaire français. En effet, les garçons obtiennent de meilleurs résultats en mathématiques, ce qui atteste encore une fois du poids des stéréotypes de genre et de l'exclusion des filles des filières scientifiques.

Le principal levier dont dispose l'Éducation nationale pour réduire les inégalités sociales est celui de l'éducation prioritaire. Mais le ministère semble considérer que les moyens qui y sont affectés sont une variable d'ajustement et les établissements scolaires d'éducation prioritaire sont souvent les premiers à subir

les coupes budgétaires. L'enquête Pisa atteste qu'à l'âge d'entrer au lycée, le niveau scolaire des élèves en France est encore plus fortement lié au milieu social d'origine que dans les autres pays de l'OCDE. Pourtant, en excluant les lycées professionnels, généraux et technologiques de la carte de l'éducation prioritaire depuis 2014, le ministère agit comme si les lycéen·nes n'avaient plus aucune difficulté scolaire liée à leur milieu social, et ne leur accorde donc ni effectifs allégés, ni moyens supplémentaires pour réussir au lycée.

Face à ces résultats, le ministère pointe la responsabilité des réseaux sociaux, celle des personnels aussi en exprimant sa volonté de renforcer la formation continue. Cette stratégie de communication ne peut cacher des années de réformes réalisées sans l'expertise des professionnels et un manque d'investissement dans le service public d'éducation. Au lycée, la réforme Blanquer n'a fait que renforcer les inégalités et dégrader les conditions d'étude. Dans les lycées professionnels, les réformes successives ont renforcé la ségrégation scolaire. La réforme du choc des savoirs au collège s'est attaquée au collège unique et s'est faite contre l'avis de la communauté éducative. A l'école primaire, l'introduction de nouveaux programmes a cherché à formater les enseignements, fixer des normes d'apprentissage et écarter, de fait, les élèves qui ne peuvent pas s'y conformer. Au lieu de donner davantage de moyens aux élèves les plus en difficulté et les plus précaires, les gouvernements successifs ont décidé de les sélectionner, de les trier et de les fragiliser.

Pour réduire les inégalités, l'école a besoin de moyens pour diminuer les effectifs par classe, offrir de meilleures conditions de travail aux agent·es et d'étude aux élèves, mettre en place des pédagogies émancipatrices et une école inclusive pour tou·tes.